FRANCE

Ces Français favorables à la réforme des retraites

Le projet de loi, débattu au Sénat depuis le 2 mars, rencontre encore une large opposition chez les Français.

Dans les enquêtes d'opinion, seuls un tiers d'entre eux s'y déclarent favorables.

Certains membres de cette minorité silencieuse nous racontent leur soutien à la réforme.

La contestation de la réforme des retraites entre dans une nouvelle phase. L'ensemble des syndicats ont appelé à « mettre la France à l'arrêt », mardi 7 mars, alors que le projet de loi du gouvernement est examiné au Sénat. Dans l'opinion, la part de Français favorables à la réforme ne représente plus qu'un tiers d'entre eux. Une minorité silencieuse qui continue de soutenir le gouvernement alors que les opposants se préparent à bloquer le pays.

Ces Français, inaudibles, ne seraient plus que 26 % à être favorables au recul de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans, selon un sondage OpinionWay pour Les Échos et Radio classique (1). Parmi eux, on trouve majoritairement des retraités, puisqu'« un retraité sur deux est encore favorable au recul de l'âge», contre seulement 15 % des actifs, analyse Bruno Jeanbart, vice-président de l'institut. Le positionnement politique joue aussi, avec, sans surprise, un soutien marqué chez les sympa-

«Un retraité sur deux est favorable au recul de l'âge», contre seulement 15% des actifs.

thisants de la majorité présidentielle (63%). Plus étonnant, l'appui timide des partisans de droîte à la mesure (39%). «On peut être surpris de la position des électeurs de droîte, mais c'est lié au fait que certains s'opposent à l'émetteur plutôt qu'à la mesure elle-même», analyse le spécialiste de l'opinion publique. Dans l'ensemble des autres partis, le rejet est très largement majoritaire.

Marie-Odile, 61 ans, professeure d'anglais dans le sud de la France, s'apprête à «travailler jusqu'à



 $\textbf{\textit{Un couple de personnes \^ag\'ees, \`a \textit{Clermont-Ferrand. Parmi les soutiens \`a la \textit{r\'eforme, beaucoup sont d\'ej\`a \`a la \textit{retraite.}} \textit{A. Fillon/Hans Lucas via Reuters all parties als la reforme, beaucoup sont deja \'a la retraite.} \textit{A. Fillon/Hans Lucas via Reuters all parties all parti$

67 ans pour avoir un taux plein» et elle trouve ça «logique et normal». Elle soutient le projet du gouvernement car elle le juge nécessaire «pour la pérennité du système par répartition». «Si nous voulons tous avoir une retraite, il y a des concessions à faire» estime-t-elle.

La motivation est la même chez Blandine Demoury. Cette active de 57 ans, invalide et à la recherche d'un emploi, ne fait pas dans le détail: «La seule vraie question, c'est "est-ce que l'on veut maintenir la solidarité nationale, ou est-ce que chacun doit cotiser pour sa pomme?" » Celle qui a «fait plein de choses» dans sa vie, qui a travaillé comme menuisier, puis à l'association Familles rurales et au Secours catholique, s'insurge contre «les gens qui réfléchissent à courte échéance» et qui devraient «voir plus loin» que le simple recul de l'âge légal de départ. Une mesure qui ne la choque pas, au contraire, car «la médecine fait des progrès formidables et tout le monde vit plus longtemps aujourd'hui».

«La réforme a été prise d'un point de vue négatif dès le départ», regrette pour sa part Cédric Roost. S'il n'a « pas forcément voté pour Emmanuel Macron », cet homme d'une cinquantaine d'années, qui dirige un cabinet de courtage en assurance dans l'est de la France, juge qu'il «faut qu'on y passe, même si ce n'est pas populaire». Lui trouve la mobilisation contre la réforme exagérée et y voit l'effet d'une « saturation ». « Covid, guerre, inflation, beau-

repères

Une nouvelle semaine de mobilisation

L'examen du projet de loi au Sénat se poursuit jusqu'au dimanche 12 mars. Samedi soir, les sénateurs à majorité de droite ont voté l'extinction de plusieurs régimes spéciaux, dont ceux de la RATP et des énergéticiens.

Avec la fin des vacances, le mouvement social reprend. Les syndicats appellent à coup de crises s'accumulent et les gens font une sorte d'amalgame », considère-t-il.

Leur soutien au projet gouvernemental n'est toutefois pas sans réserve. «Je comprends totalement que certains métiers pénibles, manuels, très physiques, refusent de travailler plus longtemps», consent Cédric Roost. «Il faut inciter les gens qui ont des métiers astreignants à se réorienter vers d'autres

mettre «la France à l'arrêt » mardi 7 mars, début d'une grève reconductible dans les transports. Des actions de «grève féministe » sont prévues le 8 mars, Journée des droits des femmes, et les organisations de jeunesse appellent à manifester jeudi 9 mars.

Les électriciens et gaziers ont entamé la grève dès vendredi,

mettant la production d'électricité en tension, et certains syndicats de chauffeurs routiers appelaient à arrêter le travail dès dimanche soir. activités », propose Marie-Odile. «Il faut permettre aux plus âgés de faire des tâches correspondant à leurs compétences mais de manière moins soutenue, ou plus calmes », suggère encore la professeure.

L'enseignante, engagée à la CFDT, voit la nouvelle phase de mobilisation d'un mauvais œil et se prononce «contre le blocage du pays ». Un avis une nouvelle fois minoritaire, mais qui pourrait gagner en popularité. Car «le soutien à la mobilisation baisse, après avoir atteint un pic au début du mois de février», indique Bruno Jeanbart, et cette baisse pourrait s'accentuer, notamment en cas de « débordements » qui entraînent parfois « une réaction de demande d'ordre». Selon l'enquête OpinionWay, 55 % des Français approuvent la stratégie des syndicats de « mettre la France à l'arrêt» le 7 mars.

Paul de Coustin

(1) Sondage mené les 15 et 16 février auprès d'un échantillon de 1 032 personnes représentatif de la population française drée de 18 ans et plus.